

La bataille de Montmartre

A Montmartre, on trouve des vignes, des airs d'accordéon dans des rues de village, des jardins de curé, des ateliers d'artistes. Mais aussi, plus bas, de grandes maisons « bourgeoises », des H.L.M. très populaires, et un large quartier peuplé de petits commerçants. « C'est bien simple : ma circonscription, c'est Paris en réduction », dit Claude Estier, seul député sortant F.G.D.S. de Paris, qui va devoir défendre son siège contre six concurrents.

La bagarre qui fut dure l'année dernière — puisque Claude Estier n'a battu l'ex-ministre gaulliste Sanguinetti que par 167 voix — reprend cette année avec un nouveau challenger de choc : Louis Vallon, gaulliste de gauche célèbre par ses colères et sa haine de Pompidou, battu en 1967 à Sarcelles. Le but avoué des gaullistes est de reprendre le seul siège fédéré de Paris et de faire tomber du même coup l'un des meilleurs lieutenants de François Mitterrand.

Une phrase

Estier pourtant ne manque pas d'atouts. Parachuté l'année dernière, il a depuis quinze mois très sérieusement travaillé sa circonscription, où il est fort connu. De plus, la division des voix gaullistes et le style de la campagne engagée devraient normalement le servir : contre Vallon, en effet, se présente l'ancien suppléant de Sanguinetti, Wapler. Furieux de n'avoir pas été pressenti, Wapler s'est affiché tout seul sous l'étiquette « indépendant ». Il gardera sans doute les voix de tous les gaullistes que Vallon inquiète ou irrite. Celui-ci fait fort peu campagne. Sur ses affiches comme dans son programme, une seule phrase : « La différence entre de Gaulle et tous ses adversaires c'est que lui seul est la France ! » C'est une citation de Malraux, mais nombre d'électeurs estiment quand même que ce n'est pas suffisant... Vallon devra également compter avec la candidature surprise d'un giscardien.

A gauche, la présence d'un candidat P.S.U. risque de diminuer le nombre des voix fédérées au premier tour et de rendre ainsi plus difficile un désistement communiste en faveur de Claude Estier — ce qui, en bonne arithmétique électorale, aboutira à faire passer le candidat gaulliste. « Ici, le sort de l'élection se jouera en grande partie dès le premier tour », dit Estier, malgré tout détendu, en sortant d'une réunion de préau. « Mais il faut se battre : Montmartre doit rester à gauche ! »

J. A.

loin », dit une dame. On note encore un passage sur la clairvoyance du chef de l'Etat dans le problème québécois — qui n'est pas au premier rang des préoccupations locales. La salle cependant applaudit à la condamnation du communisme : « La France ne veut pas de ce régime de délation et de terreur où l'on prendra aux commerçants leurs commerces, aux paysans leurs terres et où les rentiers seront ruinés. » Là, les mots portent.

Mais à Château-Chinon, Mitterrand n'est pas le fourrier du communisme. Mitterrand, c'est un notable, dans la tradition du département, socialiste et radicale. Mitterrand, c'est quelqu'un qu'on connaît, qui a été plusieurs fois ministre. (A Château-Chinon, on ne l'appelle pas monsieur le président, mais monsieur le ministre.) Et le danger ne peut pas venir de quelqu'un qu'on connaît bien et qui a été ministre.

Aux orties

L'erreur de Jean-Claude Servan-Schreiber et des gaullistes c'est de croire que les Morvandiaux ont eu peur. Ils n'ont pas eu peur. Ils ont été seulement indisposés, agacés. « Tous ces gens, dit un cultivateur de Blismes, ils feraient mieux de travailler. » Ici, on n'a aimé ni les grèves ni les manifestations. Mais ce n'est pas de la peur, c'est de la méfiance envers des initiatives prises ailleurs que dans le Morvan. « Toutes ces grèves, ça sert à quoi ? » dit un épicier de Châtillon-en-Bazois. Les habitants du Morvan n'aiment pas ce qui se transforme, ce qui entre en mutation loin de chez eux.

Une réunion de Mitterrand à Luzy. Mitterrand a bien compris que ses électeurs ont horreur des événements quels qu'ils soient. Il va donc minimiser ce mois de mai, en sourire et en faire-sourire. Il va expliquer qu'il ne s'est rien passé. Il commence par une description de la faculté de Nanterre : « Tous ces jeunes, qu'on a mis là tous ensemble, eh bien, qu'est-ce qu'ils font ? Ils refont le monde. C'est de leur âge. Moi-même à leur âge... », et François Mitterrand raconte avec attendrissement le quartier Latin de sa jeunesse. De tous ces trotskistes, ces maoïstes qui stupéfient les campagnes, Mitterrand parle avec un certain amusement en soulignant bien que tous ces jeunes écorchés ne veulent pas de lui et l'envoient aux orties. Le drapeau rouge, le drapeau noir deviennent des espèces de jouets maniés par de grands enfants un peu fous. « Il faut dédramatiser », dit-on dans l'entourage de Mitterrand. L'obsession de l'équipe Servan-Schreiber, c'est, au contraire, bien sûr, de dramatiser.

A La Doué, un petit village près de Dommartin. Une cour de ferme en bordure de route. Il pleut. Une voiture qui passe, des tracts gaullistes qui volent. Une paysanne en ramasse un. Elle le lit d'un bout à l'autre très lentement. Puis elle le jette. « Qu'est-ce que c'est ? », lui crie son mari. « Oh, c'est rien, c'est des gens. »

FRANÇOIS CAVIGLIOLI



De notre envoyé spécial à Nantes

Un sociologue sur le tas

« Dans cette région, où l'avenir reste "révolutionnaire", les élections ne sont qu'une péripétie »

Nantes, Saint-Nazaire. La Loire-Atlantique : un département-pilote, un département-témoin. Ici, au début de juin 1968, le climat psychologique est comme le ciel : brouillé. De la grisaille et du soleil ; de l'amertume et des espoirs.

Des militants disent : « C'est une région exemplaire ». Ils ont été les premiers à occuper une usine (Sud-Aviation) et à « emprisonner » le directeur pendant des jours. Ils ont mis en place des comités de grève, des comités de gestion, et pratiquement instauré un système d'auto-défense. Ils en sont fiers. Aujourd'hui ils sont amers : tout recommence presque comme avant, beaucoup disent qu'on aurait pu aller beaucoup plus loin. Mais les bourgeois de la ville, les notables, les édiles, les commerçants, qui étaient affolés au début sont, aujourd'hui, plus sereins. Ils ont eu peur que la région n'acquiesce une sinistre réputation auprès des industriels et des touristes qu'ils voudraient y faire venir.

Trois endroits-tests

Mais les élections ? On n'en parle pas. Ou très peu. Les 40 candidats du département ne font qu'une campagne molle, presque paresseuse. Il y a peu d'affiches. Les innombrables

inscriptions peintes sur le macadam datent « d'avant ». On lit surtout : « Gouvernement populaire ». Chaque jour, les journaux locaux publient des professions de foi des candidats mais, dans les lieux publics, je n'ai jamais entendu parler des élections. On parle des émeutes qui ont eu lieu la veille, en plein cœur de Nantes, sur cette « ancienne Place Royale » rebaptisée « Place du Peuple ». On entend dire : « Jamais je n'avais vu un flic coincer quelqu'un et le matraquer comme ça. » Et puis aussi, on parle du week-end pendant lequel on va aller pêcher à la ligne : « Ce qui compte pour moi c'est de manger du chocolat avec des tartines beurrées. Je me ferais péter le ventre avec ça, en pêchant le brochet. »

Néanmoins, des réunions électorales ont lieu et des candidats disent qu'ils sont surpris par l'affluence. A Saint-Nazaire, un candidat de gauche m'a dit que les questions tournaient autour de deux thèmes : que se passera-t-il s'il y a un gouvernement de gauche ? Comment pourra se faire un passage au socialisme, à l'autogestion ?

Un point d'interrogation : dans cette région dont l'ardeur révolutionnaire a été particulièrement frustrée, quelle érosion vont subir le P.C. et la F.G.D.S., au profit, par exemple, d'un parti, le P.S.U., qui présente



J.P. BONNETTE/GAMMA

UNE BARRICADE ÉLEVÉE PENDANT UNE MANIFESTATION A NANTES
« Ce qui compte pour moi, c'est de manger du chocolat avec des tartines beurrées »

pour la première fois un candidat dans chaque circonscription ? Il y a trois endroits-tests : Rezé, Saint-Nazaire, Châteaubriant.

Salopettes et blouses

Rezé, une candidature intéressante : notre collaborateur Serge Mallet (P.S.U.). C'est la troisième agglomération du département. Située au sud de la Loire, à quelques kilomètres de Nantes, la circonscription de Rezé est une mosaïque : un vieux quartier ouvrier de Nantes, peu peuplé, pauvre, en voie de disparition ; des banlieues ouvrières comme Saint-Sébastien, Bouguenais, Vertoux ; des usines importantes comme Sud-Aviation, la centrale électrique ; quelques usines alimentaires ; des travailleurs venus des Chantiers de Bretagne ; diverses petites communes agricoles, maraîchères et viticoles qui produisent du muscadet...

Serge Mallet est un sociologue connu, un journaliste, un écrivain. Que vient-il faire ici ? Il répond : « Je suis un militant syndical qui a fait de la sociologie pour comprendre ce qui se passait dans la classe ouvrière et qui retourne à l'action. » Il aime répéter ou qu'on répète devant lui la phrase fameuse : « La théorie, chez l'homme sain, naît de l'action et retourne à l'action. » Après avoir écrit un livre sur les paysans en lutte contre leur passé, puis un autre sur la nouvelle classe ouvrière, Serge Mallet affronte aujourd'hui la réalité : des paysans, des ouvriers, des commerçants, des notables, dans un département en pleine mutation.

En période électorale, comment peut se faire la rencontre entre ces gens et ce sociologue ? Dans l'imédiat, cinq candidatures. Un : le député U.N.R. sortant, Maquet, voyageur de commerce, ancien F.F.L. et gaulliste classique. Deux : Planchet, maire de Rezé, vieil S.F.I.O., candidat F.G.D.S., entrepreneur de travaux publics, un brave homme. Trois : Barraud, parti communiste, ajusteur. Quatre : Batard, Progrès et Démocratie moderne, ingénieur, pratiquement inconnu dans la région. Cinq : Mallet. C'est la première fois qu'il se présente ici. Son suppléant

est Jean Lucas, secrétaire C.F.D.T. de Sud-Aviation. Mallet est soutenu, entre autres, par les milieux catholiques de gauche et par les jeunes instituteurs laïcs.

On entend dire : « Il est à la fois le candidat de l'évêché et de la libre pensée. » Ce qui est, indéniablement, une nouveauté dans la région. Mais le marquis de Couesbuc, président du syndicat viticole du muscadet, habituellement « homme de gauche », ne votera pas pour lui cette fois, il l'a dit : il est traumatisé par la violence des temps, sans doute votera-t-il gaulliste. Peu importe. Bien qu'il soit souvent accompagné des ouvriers en salopette ou des techniciens en blouses blanches de Sud-Aviation, Serge Mallet ne se fait pas d'illusions. Ce qu'il veut, ici, c'est une sorte d'impact. Cela pour réaliser un jour, plus tard, dans ce département, « l'union des forces désireuses d'un socialisme démocratique et gestionnaire ». Des observateurs disent : « S'il fait 10 %, c'est très bon. » Car ce qui compte, c'est demain.

La pétanque

Saint-Nazaire. Il y a quelques mois, sur les panneaux indicateurs, on lisait : « Saint-Nazaire, capitale de la honte. » Aujourd'hui : « Saint-Nazaire ne cédera pas. » Ces temps derniers, des manifestations violentes ont eu lieu. Elles s'ajoutaient aux manifestations classiques.

Les jeunes ont joué un rôle important. Aux Chantiers, une trentaine d'entre eux se sont dit : « On va discuter, on ne va pas passer tout le temps de la grève à jouer à la pétanque. » Ils ont occupé une petite pièce, posé une affiche : « Ici on a fait l'unité syndicale à la base, meeting permanent. » Il y a eu des oppositions. Finalement, les gens venus de l'extérieur ont eu droit à la cantine. Un soir, les représentants de partis politiques sont venus s'expliquer.

Au lycée Aristide-Briand (4 à 5 000 élèves) il y a aujourd'hui deux groupes : le C.A.C.S. (Comité d'Action de la Cité scolaire) et la C.A.R.L. (Comité d'Action révolutionnaire des Lycéens) Le lycée passe pour être le « foyer de la subversion ». La sous-

préfecture a été « attaquée ». On dit qu'au lycée un professeur avait dessiné, au tableau, les plans de cette sous-préfecture et que les laboratoires fournissent des produits chimiques pour les cocktails Molotov. Il y a des altercations entre parents et professeurs. Il y a des empoignades entre professeurs et, dans des pétitions, des parents demandent que soient chassés quelques professeurs trop progressistes.

Les élections ? Un gaulliste, Garnier, « qui vient de Paris ». Il fait une petite campagne. Un candidat de la Fédération, Carpentier, député sortant, professeur : « Il a toutes ses chances. » Un communiste : Rocher, candidat habituel. Un P.S.U. : Aubry, jeune et élégant professeur barbu : « On attend son résultat avec une certaine impatience. »

Les jeunes ne sont pas concernés par cette élection et continuent leur action. Une centaine de lycéens, accompagnés d'une vingtaine de professeurs, une cinquantaine de jeunes ouvriers, refusent d'être enfermés dans « ce piège électoral ». Pourquoi n'y aurait-il pas, par exemple, des manifestations lors des examens du baccalauréat ? De toutes manières, m'a-t-on dit, après tous ces événements, il restera certainement le ferment d'un mouvement révolutionnaire.

Au labour ou à l'engrais

Châteaubriant. Un gaulliste, un communiste, un candidat de la Fédération et un candidat « d'action socialiste » soutenu par le P.S.U. C'est un homme de la C.F.D.T. Son suppléant est un membre de la F.D.S.E.A. (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles). Dans cette région de paysans, d'ouvriers, de petits commerçants et de petits bourgeois, l'intérêt de l'élection est ici : comment vont-ils réagir, pour la première fois, devant cette candidature, devant ce « socialisme affiché » par un homme qui n'appartient pas aux partis classiques ?

Mais ces élections ne sont qu'une « péripétie ». Elles ne résoudront pas grand-chose. Ici, l'avenir reste révolutionnaire. Il y a des conditions objectives. Le 16 mars 1968, rue de Bel-Air, 250 responsables de la C.F.D.T. se sont réunis. Ils ont réalisé un « Livre noir » sur l'emploi en Loire-Atlantique. Les conclusions sont graves. Le chômage et le sous-emploi sont une réalité permanente. Quinze mille personnes au moins recherchent un emploi en Loire-Atlantique. Les jeunes travailleurs ne sont pas embauchés car ils doivent partir à l'armée. Ceux qui ont un C.A.P. sont sous-classés. Ceux qui ont plus de 40 ans sont trop vieux. Les handicapés physiques sont considérés comme non rentables, etc. L'agriculture ? Exode, déclassement, reclassement... Bernard Lambert, le turbulent dirigeant des syndicats agricoles de l'Ouest, cite volontiers la phrase d'un agriculteur : « Quand je suis au travail, je suis un bœuf au labour. Quand je suis au repos, je ne suis qu'un bœuf à l'engrais. Et malgré tout, je suis plus qu'une bête. »

Tout recommencera demain.

YVON LE VAILLANT

De notre envoyée spéciale à Romans

Les «états généraux»

* Les paysans ne sont pas hostiles aux étudiants : ils veulent comprendre

Romans, c'est la chaussure, ses crises, ses grèves. Mais aussi la longue tradition conservatrice d'une circonscription qui reste à 70 % rurale. Et puis, l'an dernier, la surprise : George Fillioud, « parachuté » par la Convention des Institutions républicaines, l'emporte au deuxième tour, grâce au désistement du communiste qui ne le précédait que de 75 voix.

Cette année, estime Georges Fillioud, on ne peut pas refaire en juin 68 — après la Commune de mai — la même campagne qu'en 1967. On ne peut pas non plus quand on est de gauche céder à la tentation de simplement « rassurer ». Au contraire. Il va donc mettre ses électeurs dans le « mouvement », les faire s'exprimer, débattre, contester, proposer. Qu'ils commencent eux aussi leur révolution !

Un bilan

L'idée prend vite forme : dans les mairies et les écoles des 97 communes de la circonscription, il dépose des cahiers de doléances où chacun s'exprime, inscrit ses plaintes, ses jugements, dit enfin ce qu'il a sur le cœur. Les cahiers, ramassés le 17 juin, épluchés et étudiés par une équipe de sociologues et d'étudiants en sciences politiques, fournissent la base d'un grand bilan qui sera établi le vendredi 21 juin aux « états généraux de Romans ». Mais déjà une première constatation se dégage, étonnante : les paysans sont moins hostiles aux étudiants qu'on ne pouvait l'imaginer. Simplement ils questionnent, ils voudraient comprendre.

Et le vote, dans tout cela ? La situation électorale dans cette circonscription de la Drôme est aussi compliquée à droite qu'à gauche. A droite, l'U.D.R. a donné son investiture à Sibeud, ancien suppléant de l'ex-député U.N.R. Didier, qui se bat cette fois-ci sous les couleurs des Républicains indépendants dont il a d'ailleurs eu le plus de mal à obtenir l'investiture, qui était proposée à son premier adjoint Fontbonne, lequel est finalement devenu le suppléant du candidat P.D.M. Durant ancien député lui aussi.

A gauche, à côté de Fillioud, se présentent un vétéran communiste, Maurice Michel, candidat depuis la Libération, mais aussi un P.S.U., Bernard. Dans cette inextricable mêlée, les scores seront serrés...

CAROLINE DRALLIV